

Texte de l'interpellation du 10 juin 1993

Selon «La Vie Economique» de juin 1993, l'administration fédérale a dépensé, en 1992, 4,4 milliards de francs pour des achats, les PTT 3,2 milliards de francs et les CFF 1,5 milliard de francs. L'année dernière, le montant total des acquisitions de la Confédération ascende donc à 9,1 milliards de francs, dont 1,32 milliard de francs à l'étranger.

La Suisse romande ne reçoit que la part congrue de toutes ces commandes de la Confédération. En effet, il ressort clairement de ces statistiques que les six cantons romands Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud n'ont obtenu que 636 millions de francs de la Confédération, soit 8,2 pour cent des dépenses d'acquisition totales en Suisse, alors que ces mêmes cantons représentent plus de 20 pour cent de la population suisse.

Certes des contraintes économiques expliquent une concentration de certaines commandes. Mais il n'est pas admissible que la Suisse romande soit aussi préteritée par l'administration fédérale et les régies fédérales. Au moment où la Suisse romande subit de plein fouet les méfaits de la crise et du chômage, cette importante question d'un meilleur équilibre politico-économique se pose. Elle devrait préoccuper sérieusement le Conseil fédéral.

Je prie instamment le Conseil fédéral de prendre toutes les mesures utiles afin de mieux répartir les commandes de la Confédération sur l'ensemble du territoire helvétique.

La Suisse romande ne peut pas continuer à se satisfaire des miettes de la manne fédérale. Le renforcement de la politique régionale et de la politique de péréquation financière intercantonale revêt une importance capitale pour corriger les disparités de développement dont pâtissent les régions de montagne et les régions périphériques. Mais ces mesures à elles seules ne suffisent pas!

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aubry, Brunner Christiane, Darbellay, Ducret, Epiney, Etique, Frey Claude, Philipona, Rohrbasser, Tschopp, Wanner (11)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 1. September 1993
Rapport écrit du Conseil fédéral du 1er septembre 1993

Les services d'achat de la Confédération sont tenus d'effectuer leurs achats en respectant les règles de la concurrence. En vertu des règles en vigueur, ils veillent à inviter les fournisseurs de toutes les régions de la Suisse à faire des offres ou à les informer régulièrement au sujet des projets d'acquisitions importants. Là où l'Accord du Gatt relatif aux marchés publics (RS 0.632.231.42) le stipule, les projets de marché doivent faire l'objet d'un appel d'offre public.

Les disparités notables entre régions ou entre cantons en matière de commandes de la Confédération sont dues en premier lieu à des différences de structure économique, c'est-à-dire qu'il existe des lacunes au niveau de l'offre dans certains cantons. Dans de nombreux cas, les produits dont la Confédération a besoin ne sont pas fabriqués dans les régions économiquement plus faibles ou, s'ils le sont, ils ne satisfont pas aux exigences en matière de normes et de quantité. Lorsque les produits recherchés sont disponibles, il y a souvent des différences de prix considérables entre régions.

La statistique des acquisitions de la Confédération ne constitue qu'une statistique des paiements contenant les flux financiers et non les commandes particulières. Il est par conséquent nécessaire de relativiser l'affirmation selon laquelle la Suisse romande est désavantagée par la Confédération.

La statistique contient les flux financiers par commande. Elle ne renseigne pas quant aux commandes faites par les agents généraux à des sous-traitants en raison de la complexité des processus. Il en résulte que, dans la statistique, les commandes passées à un agent général figurent sous le canton où est effectué le paiement bien que les prestations soient fournies

par des sous-traitants de divers cantons. Dans la statistique des acquisitions de la Confédération, la part de ceux-ci dans l'ensemble des commandes est par conséquent trop faible.

Selon les dispositions de l'ordonnance sur les achats, la relation entre le coût et la prestation est déterminante en matière de passation de commandes. La priorité doit continuer d'être accordée à ce critère lors des achats de la Confédération. Des requêtes en matière de politique régionale ou de langue visant à établir dans notre pays un équilibre sur le plan économique ne peuvent pas figurer au premier plan lors de la passation des commandes, car il existe à cet effet d'autres instruments mieux appropriés. La Commission des cartels parvient à la même conclusion, se prononçant nettement en faveur du principe de la libre concurrence dans ses recommandations concernant les soumissions de la Confédération, des cantons et des communes (2/1988). En vertu du chiffre 3 des directives en matière de coordination des activités de la Confédération dans le domaine de la politique régionale du 26 novembre 1986, les organes compétents en matière de soumission et d'achat doivent cependant tenir compte, dans les limites des prescriptions y relatives, de l'importance que revêtent l'appel d'offres et l'achat pour l'économie régionale. Ils veillent également à ce que les entreprises des régions périphériques aient connaissance des projets d'achats et disposent par conséquent plus fréquemment de possibilités de présenter des offres.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Verschoben – Renvoyé

93.3343

Interpellation Loeb François

Zahlungsfristen der öffentlichen Hand

Pouvoirs publics. Délais de paiement

Wortlaut der Interpellation vom 18. Juni 1993

Ich frage den Bundesrat an, ob es zutrifft, dass die öffentliche Hand in letzter Zeit wesentlich längere Zahlungsfristen für die von ihr beanspruchten Güter und Dienstleistungen der Privatwirtschaft beansprucht und oft das normale Zahlungsziel nicht mehr einhält.

Falls zutreffend, ist dies in allen Departementen der Fall, und wie verhält es sich in den Regiebetrieben?

Ist dem Bundesrat auch eine analoge Situation in Kantonen und Gemeinden bekannt?

Texte de l'interpellation du 18 juin 1993

Je demande au Conseil fédéral s'il est vrai que ces derniers temps, les pouvoirs publics laissent s'écouler des délais nettement plus longs pour payer les biens et services qui leur sont fournis par les entreprises privées et que souvent, ils ne respectent plus les délais de paiement usuels.

Si c'est le cas, cette situation s'étend-elle à tous les départements et quelle est l'attitude des régies fédérales?

Le Conseil fédéral a-t-il connaissance de situations similaires dans les cantons et communes?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Cincera, Dettling, Eymann Christoph, Fischer-Seengen, Friderici Charles, Giger, Gros Jean-Michel, Gysin, Hegetschweiler, Miesch, Wittenwiler, Wyss Paul (12)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 8. September 1993
Rapport écrit du Conseil fédéral du 8 septembre 1993

Unabhängig von der konjunkturellen Lage ist der Bund nach den gängigen Rechtsgrundlagen verpflichtet, mit seinen finanziellen Mitteln häuslicherisch umzugehen und die getroffenen vertraglichen Vereinbarungen – also auch die Zahlungsbedingungen – fristgerecht einzuhalten. So schreibt Artikel 2 des Finanzhaushaltgesetzes vom 6. Oktober 1989 (SR 611.0) vor, dass unter anderem die Verwaltung den Finanzhaushalt des Bundes nach den Grundsätzen der Gesetzmässigkeit, der Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit zu führen hat. Insbesondere verlangt Artikel 5 der Einkaufsverordnung des Bundes (SR 172.056.13) von den Einkaufsstellen, sorgfältig, wirtschaftlich und sparsam zu handeln.

Es trifft nicht zu, dass der Bund aus wirtschaftlichen Ueberlegungen die branchenüblichen Zahlungsfristen für Güter und Dienstleistungen verlängert bzw. nicht einhält. Die Zahlungsbedingungen sind Bestandteil des geschlossenen Vertrags und werden von den Dienststellen der zentralen Bundesverwaltung und der Regiebetriebe in der Regel eingehalten. Leider kommt es vereinzelt immer wieder zu Unregelmässigkeiten, wobei auch Skonti in Abzug gebracht werden, wenn die vereinbarten Zahlungsfristen nicht eingehalten werden konnten. Sobald die Eidgenössische Finanzkontrolle im Rahmen ihrer Stichprobenprüfungen Unregelmässigkeiten feststellt, ist sie um eine Behebung des fehlerhaften Verhaltens bemüht. Bei den Leistungen der Invalidenversicherung für Eingliederungs- und Abklärungsmassnahmen (887 Millionen Franken im Jahre 1992) müssen schwerwiegende Verzögerungen in der Verarbeitung der Rechnungen anerkannt werden. So können vom Zeitpunkt des Eingangs einer Rechnung bei der kantonalen IV-Stelle bis zu deren Begleichung durch die Zentrale Ausgleichsstelle (ZAS) mehrere Monate verstreichen. Die Rückstände sind hier auf die mangelnde personelle Kapazität sowohl bei den IV-Stellen wie bei der ZAS zurückzuführen. Die eidgenössischen Räte haben es indessen in der Sommersession 1993 abgelehnt, der ZAS die beantragte Personalaufstockung zu bewilligen.

Von der Norm abweichende Zahlungsbedingungen werden zwischen den Parteien ausgehandelt und vertraglich vereinbart. Dies kann beispielsweise bei Grossbeschaffungen, bei Stückelung von Aufträgen oder bei Beschaffungen von Investitionsgütern notwendig werden. Dabei ist es Aufgabe der Einkaufsstelle, zwischen dem sachlichen Nutzen und der damit verbundenen Kostenfolge abzuwägen.

Der Bund mit seinen Regiebetrieben ist sich seiner Verantwortung gegenüber der Privatwirtschaft bewusst. Er legt grossen Wert darauf, Waren und Dienstleistungen zu möglichst vorteilhaften Bedingungen einzukaufen, indem er auf dem Markt die Zahlungsbedingungen als Kriterium der Preisgestaltung mit berücksichtigt und eingegangene Verträge termingerecht erfüllt.

Dem Bundesrat ist nicht bekannt, dass die Kantone und Gemeinden neuerdings längere Zahlungsfristen beanspruchen.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Verschoben – Renvoyé

93.3064

Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion Umschulung und Weiterbildung. Nationales Programm

Interpellation du groupe radical-démocratique Reconversion et formation complémentaire. Programme national

Wortlaut der Interpellation vom 2. März 1993

1. Ist der Bundesrat bereit, ein breit abgestütztes und koordiniertes nationales Programm von Präventivmassnahmen insbesondere für Umschulungs- und Weiterbildungsprogramme gestützt auf die gegebenen gesetzlichen Voraussetzungen raschmöglichst in die Wege zu leiten?
2. Ist der Bundesrat bereit, für die Durchführung eines geographisch und spartenmässig umfassenden Programms sich auf die Trägerschaft von Bund, Kantonen, Sozialpartnern, Wirtschaft, politische Parteien sowie Wissenschaft abzustützen?
3. Ist der Bundesrat bereit, für die Koordination der verschiedenen Programme zu sorgen, gleichzeitig aber auch die Voraussetzungen für eine professionelle und dezentralisierte Durchführung zu sorgen?
4. Ist der Bundesrat bereit, für die Leitung eines solchen Programms, das einen nationalen Konsens unter verschiedenen Trägern voraussetzen würde, einen ausserhalb der Verwaltung stehenden nationalen Koordinator vorzusehen?

Texte de l'interpellation du 2 mars 1993

1. En se fondant sur les dispositions légales actuelles, le Conseil fédéral est-il disposé à lancer sans tarder un vaste programme national et coordonné de mesures préventives, qui favorise notamment les programmes de reconversion professionnelle et de formation complémentaire?
2. Est-il prêt, pour mettre en oeuvre un programme qui englobe toutes les régions et tous les secteurs d'activité, à recourir à l'aide de la Confédération, des cantons, des partenaires sociaux, des milieux économiques, des partis politiques et des milieux scientifiques?
3. Est-il disposé à assurer la coordination des programmes et à créer les conditions propices à une mise en oeuvre professionnelle et décentralisée?
4. Est-il prêt à confier la direction de ce programme, dont la création suppose un consensus national entre les organes responsables, à un coordinateur national ne provenant pas de l'administration?

Sprecher – Porte-parole: Bonny

Schriftliche Begründung

Unser Arbeitsmarkt ist zurzeit in der schlechtesten Verfassung seit Kriegsende. Ende Januar 1993 gab es über 140 000 Arbeitslose. 1992 hat sich die Zahl der Arbeitslosen mehr als verdoppelt. Die Arbeitslosigkeit ist in der Westschweiz und im Tessin höher als in der übrigen Schweiz. Dass die Arbeitslosenrate in den europäischen Industrienationen zweimal (Deutschland) bis fast fünfmal (Spanien, Irland) höher ist, ändert nichts an der Unannehmbarkeit dieser Situation.

Der Schwäche des Arbeitsmarktes liegen konjunkturelle und strukturelle Ursachen zugrunde. Im Vordergrund hat aus ordnungspolitischen Gründen und wegen ihrer Mittel- und Langfristwirkung die Lösung der strukturellen Probleme zu stehen. Die strukturelle Problematik des Arbeitsmarktes zeigt sich vor allem in der alarmierenden Tatsache, dass mehr als die Hälfte der Arbeitslosen unter 34 Jahre alt ist.

Der rasante Abbau der Arbeitsplätze im sekundären Sektor, der sich vermutlich noch beschleunigen wird, aber auch die einsetzende Reduktion im tertiären Sektor rufen nach einem

Interpellation Loeb François Zahlungsfristen der öffentlichen Hand

Interpellation Loeb Pouvoirs publics. Délais de paiement

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3343
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.10.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2025-2026
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 297

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.